



Décision n°2024-127

Portant autorisation de réaliser des travaux d'installation d'une terrasse perchée et d'un sentier pédagogique dans le Cœur du Parc national de forêts

Pétitionnaire : Solène de Donato, chargée de mission Paysage et interprétation des patrimoines

Localisation du projet : Porte de cœur d'Arc-en-Barrois, à proximité des Essarts dans la forêt domaniale d'Arc-en-Barrois, sur la commune d'Arc-en-Barrois

Nature de la demande : Travaux d'installation d'une terrasse perchée et d'un sentier pédagogique sur la porte de Cœur d'Arc-en-Barrois

Le Directeur de l'établissement public du Parc national de forêts

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4, L.331-26, R.331-18, R.331-19 et R.331-67 ;

Vu le décret n°2019-1132 du 6 novembre 2019 créant le Parc national de forêts et approuvant sa charte ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 décembre 2020 portant nomination de Philippe PUYDARRIEUX comme directeur de l'établissement public du Parc national de forêts à compter du 1er janvier 2021 ;

Vu la charte du Parc national de forêts fixant les modalités d'application de la réglementation en Cœur (MARCœur), notamment ses modalités 2, 4, 6, 16 et 33 relatives à l'atteinte aux patrimoines, aux inscriptions, signes ou dessins, aux matériaux et aux déchets, aux travaux, constructions et installations pour les actions pédagogiques et artistiques destinées au public ainsi qu'à son accueil, et à l'accès, circulation et stationnement des véhicules, des personnes et des animaux domestiques ;

Vu la demande formulée 29 octobre 2024 par Solène de Donato, chargée de mission au Parc national de forêts, sollicitant l'autorisation de faire installer une terrasse perchée et un sentier d'interprétation sur la parcelle forestière 299 attenante à la porte du Cœur d'Arc-en-Barrois du Parc national de forêts, afin de sensibiliser les visiteurs à l'évolution naturelle de l'arbre et à son rôle essentiel dans les écosystèmes forestiers ;

Vu la délibération n°CS-2024-056 du conseil scientifique du 16 décembre 2024 rendant un avis favorable, avec notamment les prescriptions dont il est assorti ;

Considérant la nécessité d'encadrer les travaux d'installations à portée pédagogique pour garantir leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du Cœur et assurer la conservation du caractère de celui-ci ;

Considérant la compatibilité de cette demande avec la finalité du Parc national d'améliorer l'accueil du public dans le Cœur du Parc national de forêts (Objectif 10 de la Charte), et particulièrement sur ses portes de Cœur ;

DÉCIDE

Article 1 : Objet

Le Parc national de forêts, sous la coordination de Solène de DONATO, et tout personnel mandaté par lui, est autorisé à réaliser des travaux d'installation d'une terrasse perchée et d'un sentier pédagogique sur la porte de Cœur d'Arc-en-Barrois du Parc national de forêts, sous réserve du respect des prescriptions énoncées à l'article 2 et conformément à la demande déposée.

Article 2 : Prescriptions

- La présente autorisation est délivrée dans les conditions prévues dans la note de saisine de la demande et sous réserve du respect des prescriptions suivantes :
 - Création d'une plateforme en bois de 16 m² perchée sur pilotis à 6 m de haut, autour d'un arbre, avec une recherche d'insertion paysagère. Si l'arbre est l'objet central de la découverte, la plateforme ne sera pas en contact avec lui et ne subira donc ni câble ou tige filetée. La pose des pilotis ne suppose pas un entretien de végétation sous l'arbre sauf au droit des pilotis. Un manuscopique sera utilisé pour réaliser le levage des pièces porteuses les plus lourdes de la plateforme (Pour le reste, le travail en hauteur se fera sur corde) ;
 - Création d'un sentier pédagogique de 600 à 800 m de long, permettant d'aller du parking jusqu'à la plateforme. Il sera doté de panneaux explicatifs et de haltes d'observation. Les supports d'interprétation seront des « troncs coupés » à la verticale. La mise en place des petites structures d'interprétation se fera selon la technique du pieu vissé (sur 1,5 – 2m de profondeur). En cas d'impossibilité technique (notamment présence de roches), des techniques plus traditionnelles de scellement chimique avec tiges filetées et écrous ou plot béton (de quelques à 80 centimètres de profondeur) seront employées. Un balisage par bornes directionnelles sera également mis en place (identiques aux bornes piétonnes employées à l'entrée du Cœur avec balise jaune chartée PN).
Pour la création du sentier, un broyage à l'aide d'un petit tracteur sur 2 m de large sera réalisé, sur un tracé dépourvu de végétation remarquable ou de vestiges archéologiques. Ponctuellement un nivellement au niveau de la terre végétale (sur moins de 10 cm) pourra être réalisé pour faciliter la déambulation à l'aide d'une poussette. Du granulat sera apporté sur une largeur maximale de 1m50 (permettant de se croiser) et une profondeur inférieure à 10 cm. Un élagage préventif à des fins de sécurité sera également réalisé le long du sentier par des grimpeurs professionnels ;
 - Réalisation de compléments à l'aménagement de la porte de Cœur : Une recharge de granulat sera apportée sur le parking (actuellement un espace clairié en terre végétale) et des blocs de pierre disposés pour délimiter visuellement le stationnement. Le rechargement en granulat du parking nécessitera un apport par des camions et une pelle de 15/20 tonnes sera sans doute nécessaire pour déplacer les blocs de pierre. Depuis le parking, un court sentier sera également mis en place pour rejoindre l'abri de la porte de Cœur, suivant une même logique (1,5 m de large avec revêtement superficiel en granulat). Il sera bordé au début par un muret en pierres sèches.
- Les travaux devront impérativement être réalisés de jour. L'usage des engins de chantier nécessaires aux travaux sera réduit au strict nécessaire à la bonne réalisation de l'opération. Les matériaux de type granulat devront provenir de carrières officielles et locales pour réduire le risque d'introduction d'espèces exotiques. Aucun stockage temporaire de matériau n'est autorisé en dehors de la zone de parking ou de l'emprise directe des aménagements. Les éventuels déchets produits devront être évacués du cœur et déposer dans des aménagements prévus à cet effet. En fin de travaux, les chantiers seront laissés dans un parfait état de propreté. Pendant les travaux, un panneau sera installé, précisant que les travaux se déroulent dans le Cœur du Parc national de forêts et sont autorisés par la présente décision.
- Les branches et éventuelles souches retirées seront stockées dans le peuplement à proximité. Les travaux de décaissement ou d'installation des poteaux doivent être menés avec précaution pour éviter tout risque d'atteinte à un objet archéologique. En cas de découverte d'éventuels objets archéologiques (entiers ou partiels), ils devront être photographiés. Les travaux seront immédiatement stoppés et le Parc national averti dans les meilleurs délais. Le scellement des

poteaux devra se faire en limitant autant que possible le recours au béton et l'impact sur le sol. Au moment de l'arasement des bords du chemin, la couche supérieure de terre végétale sera prélevée et régalée en surface en bord de sentier

- Les personnes autorisées veilleront à réduire au maximum le dérangement, notamment sur la faune environnante. En particulier, l'usage des engins de chantier nécessaires aux travaux se fera de jour et sera réduit au strict nécessaire à la bonne réalisation de l'opération. Les travaux devront être de préférence terminés avant le 28 février. Si ce délai n'est pas tenable, les travaux devront être reportés après le 31 juillet en cas de découverte d'un nid d'une espèce à enjeux (Cigogne noire à moins de 300 m ou Autour des palombes à moins de 150 m). La diffusion de sons amplifiés est par ailleurs strictement interdite. Toutes les précautions utiles seront prises pour réduire l'impact sur la flore et les milieux naturels en limitant l'emprise des travaux aux abords immédiats du sentier, de la plateforme et du parking.
- Un rapport d'activités résumant l'ensemble des opérations réalisées, avec un rendu photographique, sera transmis à l'établissement public dans les 3 mois qui suivent la fin de la présente autorisation.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est valable jusqu'au 31 mai 2025, sauf en cas de découverte d'une espèce à enjeux qui générerait un report des travaux après le 31 juillet 2025. La fin de la présente autorisation serait dès lors définie au 30 septembre 2025.

Article 4 : Autres obligations et droits des tiers

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le Cœur du parc national (notamment auprès des propriétaires des lieux et spécialement de l'Office national des forêts pour la forêt domaniale). Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 5 : Modalités de contrôle et sanctions

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du Parc national de forêts ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Le non-respect de la présente décision, ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national de forêts, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 6 : Publicité

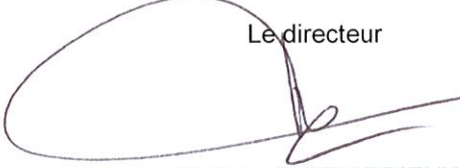
La présente décision sera notifiée au pétitionnaire et fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de l'établissement (cf. : www.forets-parcnational.fr) conformément aux dispositions de l'article R.331-35 du code de l'environnement.

La présente décision sera également communiquée aux services chargés de police au titre du code de l'environnement et du code forestier (ONF, OFB).

Article 7 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être contestée par voie de recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent ou sur le site www.telerecours.fr.

À Arc-en-Barrois, le 20/12/2024

Le directeur

Philippe PUYDARRIEUX